



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DCPI-BICPE/IG

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL INSTAURANT DES SERVITUDES
D'UTILITÉ PUBLIQUE SUR ET AUX ABORDS DU SITE AYANT ÉTÉ
EXPLOITÉ PAR LA SOCIÉTÉ BORAX FRANCAIS SUR LA
COMMUNE D'HERZEELE.**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu les articles L.511-1 à L.517-2 du code de l'environnement relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article L.515-12;

Vu les dispositions des articles L 121-2 et L 126-1 du Code de l'Urbanisme ;

Vu les dispositions réglementaires du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'environnement relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les articles R.515-31-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la Région Nord – Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant délégation de signature à M. Olivier GINEZ, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1990 autorisant la S.C.I Le Manoir à exploiter une décharge de déchets industriels provenant d'installations classées dans son ancienne carrière d'argile à HERZEELE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 1999 imposant des prescriptions complémentaires à la SCI Le manoir pour le suivi post-exploitation de la décharge de borogypse d'HERZEELE, et notamment la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines et superficielles ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2003 imposant des prescriptions complémentaires à la SCI Le manoir pour le suivi post-exploitation de la décharge de borogypse d'HERZEELE, et notamment la poursuite de la surveillance des eaux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 avril 2006 imposant à la SCI Le manoir des prescriptions complémentaires visant à réduire l'impact du dépôt de borogypse situé à HERZEELE ;

Vu le jugement du Tribunal Administratif de Lille en date du 3 avril 2008 annulant l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 avril 2006 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2009 donnant acte à la société BORAX FRANCAIS de la reprise d'exploitation de la décharge de déchets industriels de borogypse située à HERZEELE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 novembre 2012 modifiant les conditions de post-exploitation par la société BORAX FRANCAIS du dépôt de borogypse situé à HERZEELE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1990 autorisant la Société BORAX FRANCAIS - siège social : Route de Bourbourg B.P. 59 59411 COUDEKERQUE BRANCHE CEDEX - à exploiter ses activités à HERZEELE Lieudit "la Briqueterie" ;

Vu le procès-verbal de récolement en date du 22 août 2011, établi par l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement suite à sa visite du site le 17 août 2011 ;

Vu les études réalisées pour le compte de la société BORAX FRANCAIS concernant la réhabilitation du site de l'ancien dépôt de borogypse située à HERZEELE et notamment :

- diagnostic environnemental, site de Herzeele, Borax (référence projet n° 43743094-1906 rapport du 21 juillet 2008 réalisée par URS) ;
- description technique des travaux – couverture du dépôt de borogypse Herzeele (59) (référence – N° LIL-CDC-08-00007, projet n° 43743397, version finale du 9 décembre 2008 réalisé par URS
- rapport de fin de travaux – couverture du dépôt de borogypse site de Herzeele (référence LIL-RAP-09—00157C, n° de projet 43743397, daté du 11 juillet 2011 réalisé par URS)
- Bilan quadriennal 2013 – proposition d'adaptation du programme de suivi – société Borax Site d'Herzeele (référence A74406/A - mai 2014 réalisé par ANTEA GROUP)

Vu le courrier du 26 mai 2014 de l'exploitant sollicitant l'instauration de servitudes d'utilité publique et le dossier (référence A66392/B -mai 2014 réalisé par ANTEA GROUP) joint à cette demande ;

Vu les avis émis par la SCI la Briqueterie en date des 17 juillet 2015 et 5 août 2016 ;

Vu l'avis émis par la SCI Le Manoir en date du 5 août 2016 ;

Vu l'avis émis par l'indivision HEEM en date du 5 août 2016 ;

Vu l'avis émis les sociétés DOLLUMOS et DESLUCOLOM en date du 30 juillet 2016 ;

Vu l'avis du Conseil Municipal d'Herzeele en date du 20 juin 2016 ;

Vu le rapport du 20 septembre 2016 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 octobre 2016 ;

Vu la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral le 8 novembre 2016 et l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que la société SCI le Manoir a été régulièrement autorisée à exploiter sur la commune d'Herzeele une décharge de déchets de borogypse dans le cadre du remblaiement d'une ancienne carrière d'argile ;

Considérant que les seuls déchets stockés sur le site sont des déchets de borogypse produits par la société Borax Français sur son site de Coudekerque-Branche ;

Considérant que l'exploitation de décharge a cessé en 1996 et que cette cessation d'activité a été déclarée en 1998 ;

Considérant que la société Borax Français s'est régulièrement substituée à la SCI Le Manoir pour la post-exploitation de la décharge et est donc responsable de la remise en état et de la surveillance du site ;

Considérant que d'importants travaux de couverture du dépôt ont été réalisés en l'an 2000 puis entre 2009 et 2011 ;

Considérant que les études susvisées montrent, qu'à la suite de ces travaux, il subsiste des teneurs substantielles en arsenic et en bore dans les eaux superficielles et souterraines ;

Considérant que les servitudes proposées par l'exploitant visent notamment à fixer l'usage du site, à interdire l'utilisation des eaux souterraines, et à maintenir la couverture du dépôt ;

Considérant qu'afin de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et notamment la santé, la sécurité et la salubrité publique et en application de l'article L.515-12 du même code, le préfet peut instituer par arrêté préfectoral des servitudes d'utilité publique sur les terrains pollués par l'exploitation d'une installation, ou constituant l'emprise d'un site de stockage de déchets ;

Considérant que ces servitudes sont nécessaires à cause de la présence résiduelle de polluants dans les eaux souterraines et superficielles et afin de pérenniser la couverture du massif de déchets ;

Considérant que les servitudes ne concernent que les seuls terrains pollués et que le nombre de propriétaires est restreint , ce qui permet de substituer l'enquête publique prévue à l'article L.515-9 du code de l'environnement par la procédure de consultation des propriétaires conformément à l'article L.515-12 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord :

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

Des servitudes d'utilité publique liées à la présence des déchets et à la pollution résiduelle (présence de bore et d'arsenic dans les eaux superficielles et souterraines) caractérisant le site de l'ancien dépôt de borogypse implanté sur le territoire de la commune d'Herzeele, sont instituées à l'intérieur du périmètre tel que tracé sur le plan joint en annexe I au présent arrêté.

Ces servitudes sont précisées dans les articles suivant du présent arrêté.

Article 2 : Servitudes relatives au terrain d'emprise de l'ancien dépôt

Les contraintes d'urbanisme et autres restrictions définies au présent article valent pour la parcelle cadastrale suivante

Références cadastrales			superficie
commune	section	N° de parcelle	
HERZEELE	D	744	54 820 m²

qui constitue l'emprise de l'ancien dépôt, ci-après désignés site.

2.1 : Usage du terrain

Le site est une zone naturelle de protection paysagère.

2.2 : maintien en état du dispositif d'étanchéité par géomembrane du dépôt de borogypse

Toute modification de l'état du sol et du sous-sol est interdite au droit de la zone de dépôt de borogypse.

De ce fait, sont interdits tous travaux d'excavation, toutes surcharges sur la couverture étanche, toutes plantations d'arbustes et d'arbres développant des systèmes racinaires verticaux, ainsi que l'installation de tout ouvrage qui remettrait en cause l'étanchéité, le système de drainage et les dispositifs de rejet des eaux pluviales du dépôt de borogypse.

2.3 : travaux de terrassement sur le site

Dans le cadre de travaux de terrassement, hors zone de dépôt, les dispositions suivantes devront être prises :

- Élaboration d'un plan «hygiène et sécurité» pour la protection de la santé des travailleurs qui spécifiera notamment les équipements de protection individuels adaptés aux travaux ;
- Détermination de la destination des terres excavées ou des eaux pompées au regard de la réglementation applicable lors de ces travaux.

Lors de travaux d'excavation, la gestion des matériaux excavés et des eaux devra faire l'objet de toute étude et caractérisation physique et chimique, nécessaires au respect de la réglementation en vigueur (tri, orientation vers des filières agréées, confinement sur site, traitement des eaux, convention de rejet, autre).

Si la pollution résiduelle des sols et sous-sols n'est pas compatible du point de vue du risque sanitaire avec le projet et/ou si les matériaux ne peuvent pas être réutilisés sur le site, ils devront être traités par le porteur du projet, conformément à la réglementation en vigueur. Le porteur du projet conservera les documents justifiant de la conformité de cette opération. Le comblement des excavations sera réalisé avec des matériaux propres selon la réglementation en vigueur.

2.4 : utilisation des eaux souterraines

Toute utilisation des eaux souterraines au droit du site est strictement interdite.

2.5 : surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site

Un droit d'accès et d'intervention est réservé à l'Administration compétente, au responsable du dispositif de surveillance de la qualité des eaux souterraines, ainsi qu'à toute personne intervenant pour mettre en œuvre les opérations de suivi et de prélèvement des eaux souterraines. En particulier, ce droit comprend la possibilité d'implanter, d'entretenir les piézomètres de suivi, de procéder aux prélèvements d'eaux et éventuellement de remplacer ou combler les piézomètres. Les piézomètres présents sur les parcelles seront conservés en bon état par le propriétaire et les usagers du site. Cette prescription s'applique aux ouvrages existants ainsi qu'à tout nouvel ouvrage installé sur le site en vue d'être intégré au réseau de surveillance. Le réseau piézométrique en place à la date du dépôt de dossier de servitudes est présenté en annexe 2.

2.6 : changement d'usage

Une étude spécifique des impacts et des risques pour la santé devra être réalisée par le porteur du projet préalablement à tout projet de réaménagement qui conduirait à un changement d'usage par rapport à ceux définis ci-dessus.

Cette étude devra évaluer la qualité des sols et des eaux souterraines dans les zones du site concernées par le projet, l'impact du projet sur l'environnement, l'exposition éventuelle à la pollution résiduelle que ce projet pourra induire, les variations des niveaux de risques pour la santé humaine et l'environnement ainsi que les éventuelles mesures de surveillance à mettre en place pour valider l'absence d'impact du projet sur le sol, le sous-sol et les eaux souterraines. Ces études seront jointes au dossier de permis de construire et devront être transmises à l'autorité compétente pour validation avant le début des opérations.

2.7 : levée des servitudes

Les prescriptions ci-dessus ne pourront être levées par le Préfet qu'après suppression des causes ayant rendu nécessaire leur établissement.

ARTICLE 3 - Servitudes relatives aux terrains situés aux abords de l'ancien dépôt

Les contraintes d'urbanisme et autres restrictions définies au présent article valent pour les parcelles cadastrale suivantes

Références cadastrales			superficie
commune	section	N° de parcelle	
HERZEELE	B	678	9 840 m ²
HERZEELE	B	679	16 070 m ²
HERZEELE	D	743	5 680 m ²
HERZEELE	D	841	10 097 m ²
HERZEELE	D	843	32 241 m ²
HERZEELE	D	844	10 853 m ²

3.1 : Étangs gauche et droit (parcelles B 678 et B 679 uniquement)

La pêche, la baignade et les activités nautiques sont interdites. Les étangs peuvent être intégrés dans un espace vert ou de promenade.

3.2 : utilisation des eaux superficielles (mare et étangs)

Toute utilisation des eaux superficielles au droit des parcelles concernées pour la consommation humaine, l'abreuvement des animaux, l'arrosage de jardin potager et l'irrigation est strictement interdite.

3.3 : utilisation des eaux souterraines

Toute utilisation des eaux souterraines au droit des parcelles concernées est strictement interdite.

3.4 : surveillance de la qualité des eaux souterraines

Un droit d'accès et d'intervention est réservé à l'Administration compétente, au responsable du dispositif de surveillance de la qualité des eaux souterraines, ainsi qu'à toute personne intervenant pour mettre en œuvre les opérations de suivi et de prélèvement des eaux souterraines. En particulier, ce droit comprend la possibilité d'implanter, d'entretenir les piézomètres de suivi, de procéder aux prélèvements

d'eaux et éventuellement de remplacer ou combler les piézomètres. Les piézomètres présents sur les parcelles seront conservés en bon état par le propriétaire et les usagers des parcelles concernées. Cette prescription s'applique aux ouvrages existants ainsi qu'à tout nouvel ouvrage venant en remplaçant d'un piézomètre du réseau d'origine ou ajouté si une étude hydrogéologique a démontré qu'il est nécessaire pour compléter le réseau d'origine afin de poursuivre la surveillance de la qualité des eaux souterraines. Le réseau piézométrique en place à la date du dépôt de dossier de servitudes est présenté en annexe 2.

3.5 : levée des servitudes

Les prescriptions ci-dessus ne pourront être levées par le préfet qu'après suppression des causes ayant rendu nécessaire leur établissement.

ARTICLE 4 - Porter à connaissance - transcription

Le droit des tiers est, et demeure, réservé.

Les servitudes seront mentionnées dans le Plan Local d'Urbanisme de la ville de HERZEELE dans un délai d'un an à compter de la date de modification de ce Plan ou de la date de signature du présent arrêté.

Les servitudes instituées par le présent arrêté seront publiées au Registre de conservation des hypothèques.

ARTICLE 5 - Droit à l'indemnisation

Si l'institution des servitudes précitées entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnisation au profit des propriétaires des terrains concernés ou des titulaires de droits réels sur ces mêmes terrains. Les modalités d'indemnisation sont celles prévues par l'article L.515-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 - Modification des servitudes

Toute demande de modification des servitudes instituées par les dispositions du présent arrêté, devra faire l'objet des études spécifiques complémentaires visées au point 2.6 du présent arrêté conformément au code de l'environnement, à la charge du demandeur et visant notamment à examiner la compatibilité du projet modificatif avec l'état du site, et le cas échéant, à définir la nature des travaux nécessaires.

Ces études sont soumises à l'avis de Monsieur le Préfet du Nord.

ARTICLE 7 - Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 8 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

ARTICLE 9 : Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire d'Herzeele,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Président de la Communauté de Communes des Hauts de Flandre,
- aux propriétaires des terrains concernés par les servitudes.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie d'HERZEELE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie d'HERZEELE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,

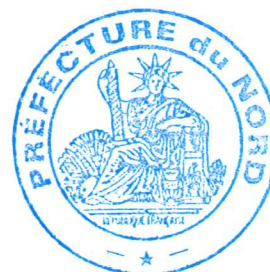
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr rubrique ICPE – Autre ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

Fait à Lille, le **21 DEC 2016**

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint



Olivier GINEZ



Département :
NORD LILLE

Commune :
HERZEELE

Section : D
Feuille : 000 D 02

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/4000

Date d'édition : 08/03/2016
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50
©2014 Ministère des Finances et des
Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

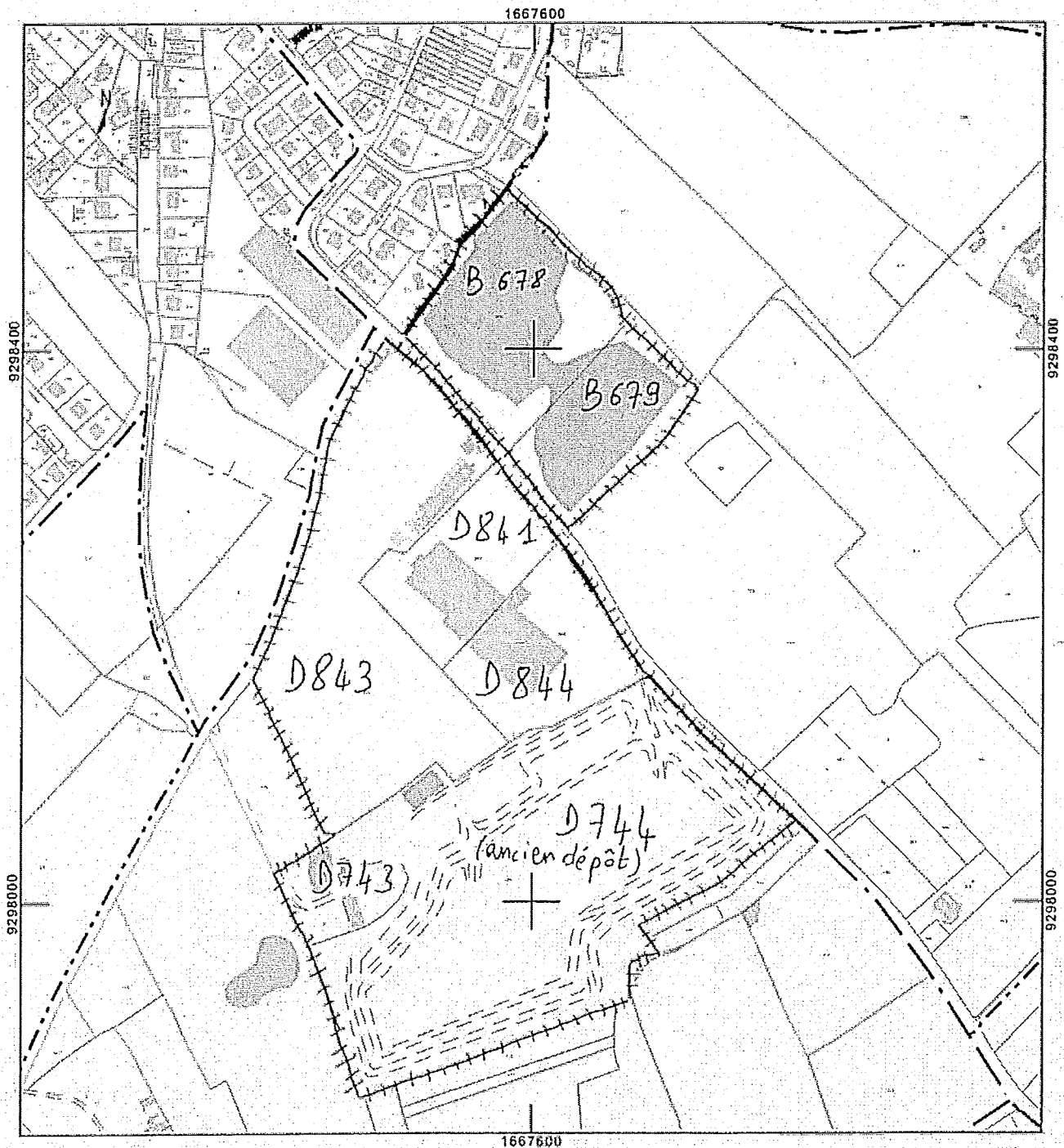
Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des Impôts foncier suivant :
DUNKERQUE
37 rue Saint-Mathieu B.P. 6/538 59386
59386 DUNKERQUE CEDEX 1
tél. 03.28.22.66.10 - fax 03.28.22.66.06
www.impots.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



emprise concernée par
les servitudes



Annexe N° 2

